

COMITÉ DE PILOTAGE DES ACTEURS
NON ÉTATIQUES POUR LE SOMMET
AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2023

Communiqué

Nairobi, 03/09/2023 – Alors que les dirigeants africains se préparent à se rassembler pour le prochain Sommet africain sur le climat (AEC), nous, un collectif d'acteurs non étatiques réunissant divers groupes de tous les secteurs, exprimons notre profonde inquiétude et notre déception quant à la préparation et à l'ordre du jour du Sommet. Les défaillances organisationnelles, l'exclusion apparente de la société civile et la domination des intérêts occidentaux risquent également de gâcher le Sommet.

La confusion et l'inertie organisationnelles se manifestent dans le processus d'accréditation où les délégués épuisés sont expulsés du lieu d'accréditation vers le ministère de l'Environnement pour un processus d'autorisation en vue de ce qui est censé être une approbation.

Au-delà de l'AEC, cette confusion aura un impact direct sur la participation de l'Afrique à un autre processus critique de la CCNUCC, la Semaine africaine du climat, car les deux événements sont sous le même toit d'accréditation.

Les organisateurs du Sommet ont délibérément échoué à garantir une participation et une consultation adéquates des acteurs non étatiques, en particulier ceux issus des communautés les plus vulnérables et marginalisées, dans la planification et la mise en œuvre du Sommet. Les parlementaires africains sont plus visiblement absents du processus de consultation, mais leur rôle de représentation, de législation et de contrôle est évident dans des processus tels que l'AEC.

Nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'ordre du jour du Sommet reste trop enclin à promouvoir des solutions basées sur le marché et la participation des sociétés transnationales tout en négligeant les besoins et les droits des peuples et de la planète. Nous pensons que, même s'il nous reste quelques heures avant le coup d'envoi du Sommet, nous pensons toujours que le président Ruto et l'Union africaine ont l'occasion de repenser l'agenda pour accorder plus d'espace au dialogue et à l'action en matière de justice climatique, d'adaptation et de financement, les pertes et dommages, et les droits de l'homme – des questions que nous croyons fermement fondamentalement cruciales pour le bien-être de l'Afrique, mais qui ont été reléguées avec tact à la périphérie.

Nous ne souhaitons pas que ce Sommet soit une occasion manquée de répondre à la crise climatique en Afrique et d'amplifier les voix et les solutions des peuples africains. Les citoyens africains ont attendu trop longtemps pour organiser un tel rassemblement et c'est

pourquoi, une fois de plus, nous exhortons les organisateurs à veiller à ce que le Sommet soit véritablement inclusif, transparent et responsable.

Tout en notant le rôle de première ligne que jouent les acteurs non étatiques dans la réponse climatique, nous réitérons qu'aucune partie prenante – gouvernementale ou non gouvernementale – ne peut à elle seule vaincre les menaces posées par la crise climatique. Nous appelons les gouvernements et dirigeants africains à écouter et à dialoguer avec les acteurs non étatiques en tant que partenaires égaux.

Nos revendications s'appuient sur la dévastation alarmante du changement climatique sur le continent et sur l'incapacité des pays développés responsables de cette dévastation à fournir un soutien adéquat aux pays et aux communautés les plus vulnérables.

Ils reflètent également la vision commune du Comité directeur des acteurs non étatiques du Sommet africain sur le climat (SAC-ANE) et soulignent la nécessité cruciale de faire face à l'impact de la crise climatique sur le continent et ses habitants.

Nous avons publié un document décrivant les attentes minimales du sommet. Plus de 2 294 groupes et individus à travers le continent ont signé le document sur les lignes rouges.

Le Sommet africain sur le climat offre au continent une occasion unique de souligner l'urgence de répondre à l'urgence climatique et de protéger les droits et les moyens de subsistance de ses citoyens.

De plus, c'est l'occasion de créer une dynamique et une solidarité pour l'agenda africain à la COP28 et au-delà en mettant en avant les intérêts et aspirations communs des pays africains en matière de développement à faible émission de carbone, résilient au climat et inclusif.

SAC-ANE est une plateforme panafricaine qui défend un agenda pro-africain dans tous les espaces critiques lors du sommet et au-delà. Le SAC-ANE dispose d'un secrétariat soutenu par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) et est organisée en clusters qui rassemblent des membres d'OSC régionales, de peuples autochtones, d'acteurs religieux, de syndicats, du secteur privé africain, d'organisations agricoles, de femmes et d'organisations agricoles. Groupements de genre, mouvements de jeunesse, établissements universitaires et de recherche, fondations et institutions financières.

Le SAC-ANE plaide pour une transition juste et équitable vers un avenir sobre en carbone et résilient au changement climatique, qui respecte les droits et la dignité de tous. Malgré leurs engagements avec le gouvernement kenyan, la Commission de l'Union africaine et l'Initiative ClimDev-Afrique, nous craignons toujours que le sommet ne réponde à nos aspirations. Par conséquent, le SAC-ANE a formulé une série de demandes ou de lignes directrices qu'elle s'attend à ce que les dirigeants africains respectent et défendent lors du sommet.

La première exigence est que les dirigeants africains reconnaissent le besoin urgent de répondre à l'urgence climatique et de protéger les droits et les moyens de subsistance de leurs citoyens. Le document sur les lignes rouges appelle également à une transition juste et

équitable vers un avenir à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique, qui respecte les droits et la dignité de tous.

Avant le sommet, le groupe a appelé les dirigeants africains à respecter les principes de justice climatique, de droits de l'homme, d'égalité des sexes et d'équité intergénérationnelle dans toutes les politiques et actions climatiques.

Ils exigent que les pays développés assument leur responsabilité historique et fournissent un financement adéquat et prévisible, un transfert de technologie et un renforcement des capacités pour soutenir l'adaptation, l'atténuation et les pertes et dommages en Afrique.

Le groupe rejette également les fausses solutions et les discours qui portent atteinte aux droits, aux intérêts et à la souveraineté des communautés africaines, tels que les marchés du carbone, la géo-ingénierie, l'énergie nucléaire et les principes de responsabilité partagée. Ils rejettent en outre la promotion des marchés du carbone car ils ne servent pas le programme de justice climatique pour l'Afrique.

Les lignes rouges appellent également à une transition juste et équitable vers un avenir sobre en carbone et résilient au changement climatique, qui respecte les droits et la dignité de tous. Le groupe exige que les dirigeants africains s'engagent en faveur d'une transition juste et équitable vers les énergies renouvelables, en donnant la priorité à l'accès à l'énergie pour les pauvres et les marginalisés et en garantissant l'appropriation et la participation des communautés.

Enfin, le groupe souligne la nécessité pour les dirigeants africains de placer le peuple africain au-dessus de tous les intérêts politiques et économiques personnels et collectifs.

En tant que collectif, les acteurs non étatiques du Sommet africain sur le climat espèrent que les dirigeants africains défendront et défendront ces exigences lors du prochain Sommet africain sur le climat et au-delà.

###